

## IFC EN BREF

*Il y a 60 ans, quelques dizaines de pays ont délibérément parié sur le pouvoir transformateur du secteur privé dans les pays en développement.*

Membre du Groupe de la Banque mondiale, IFC est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités sont axées sur le secteur privé dans les pays en développement.

Créée en 1956, IFC est contrôlée par les 184 pays qui en sont membres et définissent ensemble sa politique.

IFC a accumulé six décennies d'expérience sur les marchés les plus difficiles du monde. Grâce à sa présence dans une centaine de pays, un réseau composé de centaines d'institutions financières et plus de 2 000 clients du secteur privé, IFC est particulièrement bien placée pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut.

IFC utilise son capital, ses compétences et son influence pour aider le monde à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée.

Restez en contact

Site web d'IFC

ifc.org

Facebook

facebook.com/IFCwbj

Twitter

twitter.com/IFC\_org

YouTube

youtube.com/IFCvideocasts

Instagram

instagram.com/ifc\_org/



Créer des opportunités là où elles font le plus défaut

2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW  
WASHINGTON, DC 20433  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

202 473 3800

ifc.org

## ENGAGEMENTS À LONG TERME, EX. 16

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2016

Total	11 117	100 %
<b>PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ</b>		
Marchés financiers	4 474	40,24 %
Infrastructure	1 813	16,31 %
Agroindustrie et forêts	1 062	9,55 %
Services aux consommateurs et services sociaux	1 046	9,41 %
Industrie manufacturière	824	7,41 %
Pétrole, gaz et mines	824	7,41 %
Télécommunications et technologies de l'information	541	4,86 %
Fonds	534	4,80 %

<b>PAR RÉGION*</b>		
Amérique latine et Caraïbes	2 688	24,18 %
Asie de l'Est et Pacifique	2 307	20,75 %
Europe et Asie centrale	2 131	19,17 %
Asie du Sud	1 428	12,85 %
Afrique subsaharienne	1 398	12,58 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	955	8,59 %
Monde	210	1,89 %

\* Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

<b>PAR PRODUIT</b>		
Prêts <sup>1</sup>	8 097	72,83 %
Participations <sup>2</sup>	2 595	23,34 %
Garanties	378	3,40 %
Produits de gestion des risques	48	0,43 %

1. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

2. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

## PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS, EX. 16

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2016

Total	51 994	100 %
<b>PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ</b>		
Marchés financiers	16 125	31 %
Infrastructure	10 525	20 %
Industrie manufacturière	5 398	10 %
Services aux consommateurs et services sociaux	4 408	8 %
Fonds	4 319	8 %
Agroindustrie et forêts	3 411	7 %
Financement du commerce	3 013	6 %
Pétrole, gaz et mines	2 780	5 %
Télécommunications et technologies de l'information	2 014	4 %

<b>PAR RÉGION*</b>		
Amérique latine et Caraïbes	11 829	23 %
Europe et Asie centrale	9 261	18 %
Afrique subsaharienne	8 329	16 %
Asie de l'Est et Pacifique	8 003	15 %
Asie du Sud	6 557	13 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 963	11 %
Monde	2 050	4 %

\* Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

## DÉPENSES AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL, EX. 16

Montants en millions de dollars

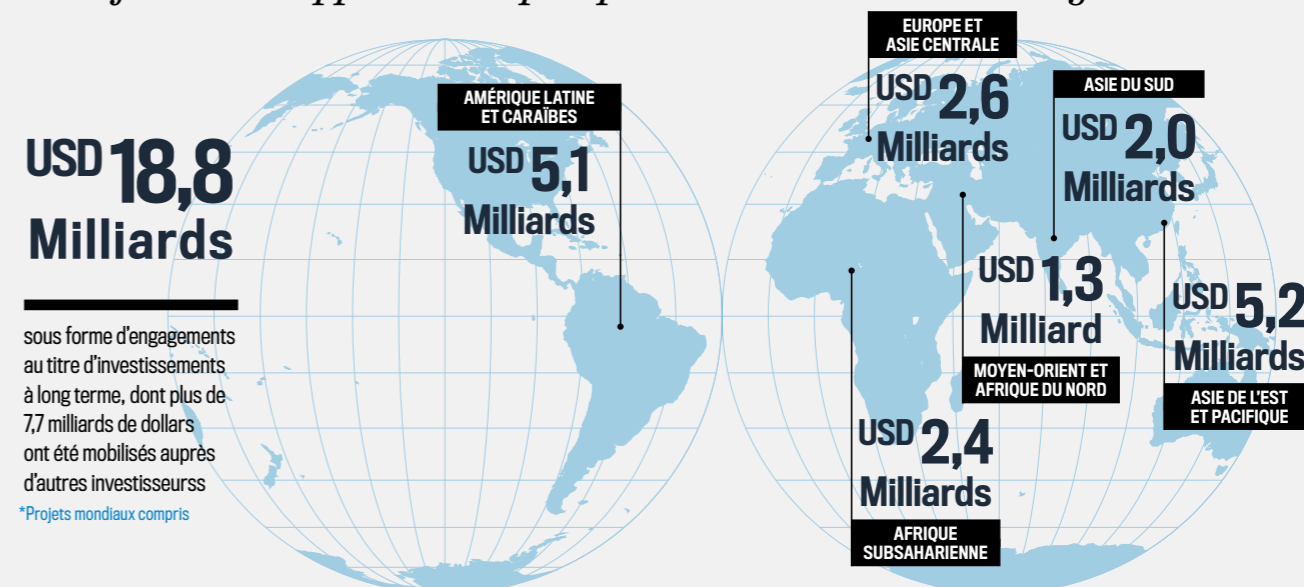
Total	220,6	100 %
<b>PAR RÉGION</b>		
Afrique subsaharienne	63,1	28,6 %
Asie de l'Est et Pacifique	39,2	17,8 %
Europe et Asie centrale	34,2	15,5 %
Asie du Sud	26,5	12,0 %
Amérique latine et Caraïbes	24,6	11,1 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	23,0	10,4 %
Monde	10,1	4,6 %

<b>PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ</b>		
Secteur financier	67,2	30,4 %
Climat de l'investissement	56,9	25,8 %
Domaines intersectoriels	34,0	15,4 %
Partenariats public-privé	30,9	14,0 %
Énergie et utilisation efficace des ressources	19,3	8,8 %
Agroindustrie	12,4	5,6 %

LES GRANDS POINTS  
DU RAPPORT ANNUEL 2016 D'IFC

## IMPACT D'IFC AU PLAN MONDIAL

*Dans le monde entier, les investissements et les services-conseil d'IFC aident le secteur privé à créer des emplois, à renforcer les infrastructures et à relever les défis de développement les plus pressants des marchés émergents.*



sous forme d'engagements au titre d'investissements à long terme, dont plus de 7,7 milliards de dollars ont été mobilisés auprès d'autres investisseurs

\*Projets mondiaux compris

Durant l'exercice 16, IFC a investi plus de 5,4 milliards de dollars à long terme dans les pays les plus pauvres, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs. Les investissements d'IFC dans les pays fragiles ou touchés par un conflit se sont élevés à près d'un milliard de dollars, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à l'exercice précédent.

PRINCIPALES DONNÉES OPÉRATIONNELLES D'IFC  
Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2016	2015	2014	2013	2012
<b>ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À LONG TERME</b>					
<b>POUR LE COMPTE D'IFC</b>					
Nombre de projets	344	406	364	388	365
Nombre de pays	78	83	73	77	78
<b>RESSOURCES MOBILISÉES*</b>	<b>7 739</b>	<b>7 133</b>	<b>5 142</b>	<b>6 504</b>	<b>4 896</b>
Prêts syndiqués <sup>1</sup>	5 416	4 194	3 093	3 098	2 691
Initiatives d'IFC et autres	1 054	1 631	1 106	1 696	1 727
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	476	761	831	768	437
Partenariat public-privé (PPP) <sup>2</sup>	793	548	113	942	41
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>18 856</b>	<b>17 672</b>	<b>15 109</b>	<b>17 512</b>	<b>14 137</b>
<b>DÉCAISEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS</b>					
Pour le compte d'IFC	9 953	9 264	8 904	9 971	7 981
Prêts syndiqués <sup>3</sup>	4 429	2 811	2 190	2 142	2 587
<b>TOTAL DES DÉCAISEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>14 382</b>	<b>12 075</b>	<b>11 094</b>	<b>12 113</b>	<b>10 568</b>
<b>PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS</b>					
Nombre d'entreprises	2 006	2 033	2 011	1 948	1 825
Pour le compte d'IFC	51 994	50 402	51 735	49 617	45 279
Prêts syndiqués <sup>4</sup>	16 550	15 330	15 258	13 633	11 166
<b>PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS TOTAL</b>	<b>68 544</b>	<b>65 732</b>	<b>66 993</b>	<b>63 250</b>	<b>56 445</b>
<b>FINANCEMENTS À COURT TERME</b>					
Montant moyen du solde	2 807	2 837	3 019	2 739	2 529
<b>SERVICES-CONSEIL</b>					
Dépenses au titre des services-conseil	220,6	202,1	234,0	231,9	197,0
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA <sup>5</sup>	62 %	65 %	66 %	65 %	65 %

\*Financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources.

1. Comprendent les prêts B, les prêts parallèles, les prêts du programme MCPD et les participations à des prêts A.

2. Financements provenant de tiers et affectés à des projets de partenariats public-privé grâce à l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal auprès d'entités nationales et locales ou d'autres entités publiques.

3. Comprendent les prêts B, les prêts parallèles gérés par IFC et les prêts MCPD.

4. Comprendent les prêts B, les participations à des prêts A, les prêts parallèles gérés par IFC, les participations non financées aux risques et les prêts MCPD.

5. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.



# UNE

lettre du Vice-président exécutif  
et Directeur général d'IFC  
Philippe Le Houérou

*Des nations du monde entier* sont convenues, au cours des 12 derniers mois, d'agir de manière concertée pour atteindre des objectifs qui semblaient auparavant hors de portée : mettre fin à la pauvreté, promouvoir la prospérité et la paix et enrayer le réchauffement climatique.

Il ne sera toutefois pas facile d'y parvenir. Les pouvoirs publics et le secteur privé devront, à cette fin, investir chaque année des milliers de milliards de dollars qu'il leur faudra mobiliser alors même que le monde est confronté à un ralentissement de la croissance économique et à la montée des incertitudes géopolitiques.

Dans ces circonstances, l'expérience a de la valeur. Elle est nécessaire à la poursuite d'activités dans les régions du monde les plus pauvres et les plus exposées à des troubles. Elle est nécessaire à la création et au développement de marchés là où il n'en existe pas. Elle est nécessaire à la mobilisation de financements auprès d'investisseurs privés. Elle est nécessaire à l'établissement de nouveaux types de partenariats qui permettent de combler les déficits d'investissement et les lacunes des cadres réglementaires tout en apportant des solutions aux défis d'envergure planétaire que sont le changement climatique et les pandémies. Enfin, elle est nécessaire pour créer des emplois et éviter le « piège du revenu intermédiaire ».

IFC a méthodiquement accumulé l'expérience requise. Depuis six décennies, nous évaluons régulièrement nos activités pour déterminer ce qui donne ou non de bons résultats. Nous nous inspirons du passé pour préparer l'avenir. Nous innovons pour renforcer le secteur privé dans les pays émergents. Nous prônons des politiques de renforcement des normes.

Durant l'exercice clos le 30 juin 2016 — qui a été marqué par des turbulences considérables sur les marchés —, nous avons investi et mobilisé des ressources plus importantes que jamais pour le développement du secteur privé. Nos investissements à long terme ont atteint le niveau record de près de 19 milliards de dollars et ont contribué à créer des opportunités dans une centaine de pays. Plus d'un tiers de ces investissements, soit près de 8 milliards de dollars au total, a été mobilisé auprès d'autres investisseurs.

Nos travaux ont eu un impact dans toutes les régions du monde. Nos clients ont fourni 2,4 millions d'emplois, contribué à l'éducation de 4,6 millions d'élèves et étudiants et traité près de 32 millions de patients. Ils ont produit de l'électricité au profit de 48 millions d'habitants, distribué de l'eau à près de 22 millions de personnes et alimenté en gaz plus de 50 millions de consommateurs.

Nos activités montrent comment il est possible de financer des projets d'infrastructure complexes et de très grande envergure sans accroître l'endettement public. Prenons l'exemple du canal de Panama élargi, inauguré cette année. En 2008, IFC et plusieurs autres banques de développement ont engagé 2,3 milliards de dollars en témoignage de notre confiance dans le projet — et afin d'appuyer les efforts déployés par l'Autorité du canal de Panama pour s'assurer que le projet était réalisé de manière responsable.

Cette année, en outre, nous avons renforcé nos activités de conseil auprès de nos clients. Notre portefeuille de services-conseil comptait environ 700 projets dans 100 pays d'une valeur de 1,3 milliard de dollars. Durant l'exercice 16, plus de 60 % des conseils d'IFC ont visé des clients situés dans des pays IDA — dont 20 % dans des zones fragiles et touchées par un conflit.

Les actifs gérés par IFC Asset Management Company (AMC) se sont chiffrés à 8,9 milliards de dollars répartis entre 11 fonds. AMC a mobilisé 476 millions de dollars en faveur de projets d'IFC.

Nous savons que le chemin à parcourir sera difficile. Le monde attend, à juste titre, beaucoup de la communauté de développement, comme en témoignent les objectifs de développement durable des Nations Unies. Les investisseurs sont de plus en plus réticents à prendre des risques dans les pays émergents, de sorte que les flux de capitaux diminuent au moment même où ils sont les plus nécessaires. Les conflits et la violence qui sévissent dans de nombreuses régions du monde sont des obstacles majeurs au développement.

Nous sommes toutefois optimistes — parce qu'IFC a été *inventée* pour relever de tels défis. Il y a 60 ans, ses fondateurs ont orienté notre action en définissant les objectifs à atteindre : « créer des conditions propices aux flux de capitaux privés » dans les « régions moins développées » du monde et intervenir dès qu'« il n'est pas possible d'obtenir suffisamment de capitaux privés à des conditions raisonnables ». Nous n'avons jamais cessé de suivre cette voie, en nous aventurant toujours plus profondément dans les marchés les plus difficiles du monde.

Forte des nombreux enseignements qu'elle a acquis durant six décennies, IFC est idéalement placée pour mener cette action.

PHILIPPE LE HOUÉROU  
Vice-président exécutif  
et Directeur général d'IFC

## RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT



IFC EST  
IDÉALEMENT  
PLACÉE  
POUR MENER  
L'ACTION

### PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices*	2016	2015	2014	2013	2012
Revenu (perte) net(te) imputable à IFC	(33)	445	1 483	1 018	1 328
Dons à l'IDA	330	340	251	340	330
Revenu avant dons à l'IDA	296	749	1 739	1 350	1 658
Total, actif	90 434	87 548	84 130	77 525	75 761
Prêts, participations et titres de dette, nets	37 356	37 578	38 176	34 677	31 438
Juste valeur estimative des participations	13 664	14 834	14 890	13 309	11 977
<b>PRINCIPAUX RATIOS</b>					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	0,00 %	0,50 %	1,8 %	1,3 %	1,8 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	(0,10) %	1,80 %	6,4 %	4,8 %	6,5 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	85 %	81 %	78 %	77 %	77 %
Ratio d'endettement	2,8:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1	2,7:1
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD)	19,2	19,2	18,0	16,8	15,5
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD)	22,5	22,6	21,6	20,5	19,2
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	7,4 %	7,5 %	6,9 %	7,2 %	6,6 %

\* Voir l'Examen et l'Analyse de la Direction et les États financiers consolidés pour plus de détails sur le calcul des chiffres portés dans ce tableau : <http://www.ifc.org/FinancialReporting>

### CHAMP D'ACTION DES SOCIÉTÉS CLIENTES D'IFC AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 14	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 15
<b>EMPLOIS</b>		
Emploi (millions de postes) <sup>1</sup>	2,5	2,4
<b>MICROCREDITS<sup>2,3,4</sup></b>		
Nombre (millions)	43,6	51,2
Montant (milliards d'USD)	35,3	59,5
<b>PRÊTS AUX PME<sup>2,3,4</sup></b>		
Nombre (millions)	4,3	7,6
Montant (milliards d'USD)	234,4	343,7
<b>FINANCEMENT DU COMMERCE<sup>5</sup></b>		
Nombre (millions)	1,5	1,8
Montant (milliards d'USD)	234	204
<b>NOMBRE DE CONSOMMATEURS BÉNÉFICIAIRE DE SERVICES</b>		
Production d'électricité (millions de personnes)	55,8	48,0
Alimentation en électricité (millions de personnes) <sup>6</sup>	50,2	50,1
Alimentation en eau (millions de personnes)	23,4	21,8
Alimentation en gaz (millions de personnes) <sup>7</sup>	35,0	51,2
Branchements téléphoniques (millions d'utilisateurs)	237,2	262,8
Patients traités (millions) <sup>8</sup>	30,1	31,8
Élèves instruits (millions)	3,5	4,6
Agriculteurs bénéficiaires (millions)	3,4	3,5
<b>PAIEMENTS AUX FOURNISSEURS ET AUX ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>		
Achats de biens et services sur les marchés locaux (milliards d'USD)	51,9	46,9
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (milliards d'USD)	19,5	16,6

Ces chiffres décrivent le champ d'action des clients d'IFC à la fin des années civiles 2014 et 2015. Les données de portefeuille de 2014 et 2015 ne sont pas strictement comparables en raison de la modification du portefeuille de clients d'IFC sur lequel elles reposent. Dans le cas des microcrédits et des prêts aux PME, les résultats s'expliquent aussi par la contribution des services-conseil. Les données fournies par les clients font l'objet de nombreux contrôles, mais elles reposent parfois sur des estimations, et la définition des indicateurs peut être comprise de façon légèrement différente d'un client à l'autre.

1. Les données de portefeuille relatives à l'emploi incluent les emplois fournis par les Fonds.
2. Les chiffres indiqués au titre du champ d'action correspondent à l'encours de prêts de petit et moyen montant et des microfinancements des clients d'IFC à la fin des années civiles 2014 et 2015 axés sur les microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME). Les données de l'année civile 2015 comprennent des informations portant sur 303 MPME clientes, dont 28 clients pour lesquels les données ont été extrapolées.
3. Les données sur les MPME communiquées pour l'année civile 2015 incluent une importante contribution d'un nouveau client, Postal Savings Bank of China, qui figure parmi les principaux contributeurs de l'année civile 2015.
4. Les données de mars 2015 sur les MPME relatives à onze clients d'Asie du Sud communiquées précédemment au titre de l'année civile 2014 et publiées dans le rapport annuel d'IFC pour l'exercice 15 ont été incluses dans les données de l'année civile 2015. Il était nécessaire d'aligner ainsi les règles relatives au calendrier du recueil de données sur le champ d'action et le système DOTS.
5. Estimation du nombre et du montant en dollars des transactions commerciales financées par le réseau bancaire du Programme mondial de financement du commerce dans les pays émergents, basée sur des données effectives provenant de 72 % des banques du réseau en activité durant l'année civile 2015. Il n'est pas possible de comparer directement les chiffres à ceux de l'année précédente, car le nombre de banques en activité ayant répondu à l'enquête est différent d'une année à l'autre. Les données correspondent aux transactions directement garanties par IFC et aux opérations exécutées par les banques du réseau qui ont bénéficié de l'appui du programme.
6. Le nombre total de consommateurs ayant bénéficié de services d'alimentation en électricité durant l'année civile 2014 a été révisé à la suite de la reformulation des valeurs d'un client de la région Amérique latine et Caraïbes.
7. Un client de la région Asie de l'Est et Pacifique a fourni des services de distribution de gaz à 49,3 millions de personnes.
8. Le nombre total de patients traités durant l'année civile 2014 a été révisé à la suite de la reformulation des données d'un client d'Asie du Sud.